ves acquises par l'instruction; que l'instruction peut seule charger ou disculper le Citoyen accusé, le présenter au Juge comme innocent ou coupable, compromettre ou sauver son honneur & sa vie.

Que c'est dans le même esprit que l'Article 99 de la même Ordonnance de Blois en réduisant les Maîtres des Requêtes aux affaires dont la connoissance leur appartient, suivant les Ordonnances & Edits, leur interdit d'instruire comme de juger autres matières.

Qu'en conséquence, ladite Cour, chargée du maintien de ces Loix, n'a pû voir sans douleur & sans effroi les Actes multipliés d'une procédure irrégulière tenuë à Saint Malo par des Commissaires contre des Magistrats du Parlement de Bretagne, qui se sont vûs par là privés des Juges naturels que les Loix leur assuroient au double titre de Magistrats & de Citoyens.

Ladite Cour a arrêté qu'elle se réserve de reclamer en tout tems auprès dudit Seigneur Roi, l'observation des Loix & Ordonnances du Royaume, aux termes desquels toutes procédures faites contre les Magistrats, au préjudice desdites Ordonnances, & nonobstant tout ce qui pourroit intervenir sur lesdites procédures; l'honneur, l'Etat & la dignité desdits Magistrats, demeureront en leur entier, jusqu'à ce qu'il ait été procédé contre-eux, conformément aux Loix & Ordonnances du Royaume.

Quant au nouveau Parlement de Bretagne, il avoit écrit au Roi en lui demandant qu'il lui plût d'accorder le retour de ses anciens Membres. Le Comte de Saint Florentin lui a répondu, que Sa Maj. l'avoit chargé de l'assurer de sa bienveillance; mais qu'il ne devoit pas attendre que ses instances réitérées pussent jamais la déterminer à rien changer aux résolutions prises par son Edit du mois de Novembre dernier, dont elle étoit résoluë de maintenir les dispositions; qu'ainsi le Parlement ne devoit espérer que le rappel de ceux des Officiers anciens qui méritoient